

CESSION DE FORÊTS RÉCRÉATIVES

Des associations oranaises s'inquiètent

Il y a peu, la coordination oranaise des associations défendant le patrimoine naturel de la wilaya d'Oran faisait part de son inquiétude en ayant appris la décision des autorités locales de céder en concession des forêts récréatives.

Cette montée au créneau du mouvement associatif, dit écologique, intervient après des années d'âpres luttes et toujours réactualisées, pour préserver les espaces verts et les forêts de la wilaya d'Oran, perpétuellement attaqués, convoités, dilapidés par des promoteurs immobiliers, des particuliers et autres «prédateurs du foncier», disent les associations. Fortes de leurs expériences et du constat fait depuis des années, ces associations demandent le gel d'une

telle décision «qui pourrait mettre en danger les équilibres naturels de la biodiversité et la privatisation de facto de ces biens publics inaliénables si un encadrement juridique et pratique n'était pas mis en place au préalable», peut-on lire dans le communiqué.

Plus loin, les associations saisissent aussi l'occasion en prenant à leur compte les mesures édictées par le Premier ministre qui enjoint les responsables à instaurer «la démocratie participative» et de laisser entendre clairement que cela devrait s'appliquer dans ce cas de figure en prenant en compte l'avis des citoyens et du mouvement associatif véritablement agissant sur le terrain et d'écrire à ce sujet : «Demandons, avant toute déci-

sion qui touche les biens publics, la consultation de la société civile, des associations et de l'expertise universitaire et institutionnelle.»

Ainsi, il semble que les autorités aient l'intention de confier 13 forêts en concession, soit une superficie globale de 182 ha, réparties sur 9 communes de la wilaya, à savoir : Aïn El Kerma, Boutlélis, Aïn El Turck, Bir El Djir, Hassi Ben Okba, Es-Senia, El Kerma, Gdyl et Mers El Hadjadj. Mais l'on ne parle pas ouvertement de concession, le mot fait peur, mais plutôt d'autorisation comme dans le décret exécutif n°06-368 du 19 octobre 2006 : «autorisation d'usage pour les forêts récréatives». Une autorisation qui est tout de même «consentie pour une durée maximale de vingt (20) ans». Et c'est bien tout cela qui fait craindre le pire «aux écos» d'Oran.

Fayçal M.



Photo : DR

9^{es} JOURNÉES MÉDICO-CHIRURGICALES RÉGIONALES OUEST D'ORAN

«Nous attendons que les responsables prennent des décisions»

Le Syndicat national des praticiens spécialistes relevant de la Direction de la santé publique (SNPSSP) organise depuis hier les 9^{es} journées médico-chirurgicales, qui seront clôturées aujourd'hui au niveau de l'établissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre-1954 d'Oran (EHUO).

En marge de ces journées, le président du syndicat, D' Mohamed Yousfi, est revenu sur la question de l'amendement du statut particulier et du régime indemnitaire, deux dossiers qui constituent les principales revendications au cœur des innombrables mouvements de contestations exprimés par son syndicat. L'intervenant n'explique toujours

pas le fait que ce projet d'amendement du statut particulier et du régime indemnitaire ait été validé par le ministère de la Santé et envoyé au mois de mars 2011 et qu'à ce jour, dit-il, «Il est dans les tiroirs de la fonction publique depuis 4 ans ».

Pour le président du SNPSSP, il s'agit là d'un manque de décision politique et le souhait du syndicat est que les responsables prennent des décisions. Abordant la question du service civil qui a été réintroduit depuis l'année 2000 uniquement pour les praticiens spécialistes, D' Mohamed Yousfi y voit là une injustice, voire même «une transgression de la Constitution».

Un système qu'il qualifie de «forcé» du service civil, qui cause l'instabilité des praticiens et qui

amène à une mauvaise prise en charge des populations. Tout en préconisant son retrait progressif, il suggère son remplacement par des mesures d'accompagnements. Le président du SNPSSP attend beaucoup de la nouvelle loi sanitaire espérant l'interdiction de manière définitive de l'activité complémentaire qui « pénalise les malades avant tout».

Concernant les thèmes de ces deux journées, ils s'articuleront autour des pathologies respiratoires chroniques, des grossesses à gros risques des maladies sexuellement transmissibles, où diverses communications seront présentées sur les programmes nationaux de santé publique en vigueur.

A. B.

M'SILA

Le wali responsabilise les élus locaux dans le blocage de plusieurs communes

Lors de la visite de travail et d'inspection des différents projets de développement en cours de réalisation, effectuée dans la daïra de Magra, le wali de M'sila M. Abdallah Ben Mansour, qui s'est rendu dans les cinq communes de la daïra, à savoir Dehahna, Berhoum, Belaïba, Aïn Khadra et le chef-lieu, n'a pas manqué d'exprimer son courroux sur le blocage vécu par plusieurs communes de la wilaya.

A cette occasion, M. Ben Mansour a lancé un énième appel aux élus locaux de «s'intéresser aux besoins du citoyen qui les a choisis le jour des élections pour mieux le représenter et régler les problèmes de son quotidien, ceci ne peut se faire que par l'ouverture de canaux de communication pour faire face à la rumeur, et informer le citoyen de tout ce qui se passe dans sa commune», a-t-il expliqué.

Le différend entre les membres d'une assemblée communale est un facteur très déterminant dans le retard de la réalisation des projets», ajoute le premier responsable de la wilaya du Hodna. Il faut dépasser les luttes partisans et les intérêts personnels au profit de l'intérêt public et du citoyen, et recourir à la sagesse ; néanmoins, le rythme du programme des différents plans de développement lancés à travers la wilaya ne s'arrêtera pas et continue le plus normalement du monde avec un taux dépassant les 85%. Par ailleurs, quelques projets ont été remis avant même le délai tracé par les services de l'exécutif de la wilaya qui s'intéressent désormais à la qualité des réalisations, avoue ce même respon-

sable. Le wali de M'sila, voulant connaître les causes des retards enregistrés dans la réalisation des projets, l'un des entrepreneurs, présent lors de cette visite, a déclaré qu'il ne peut pas se procurer la quantité estimée de ciment fabriqué par «Lafarge» à temps, et se trouve dans l'obligation de recourir au marché noir en vue d'activer les travaux et achever le projet à temps. Le wali de M'sila a promis d'intervenir auprès des responsables de l'usine et régler

cet obstacle. Dans la commune de Berhoum, le wali a donné son feu vert pour la construction d'un orphelinat et a sommé le P/APC d'accorder le permis de construire à l'association chargée de ce projet octroyé par le ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Femme, pour la prise en charge des enfants orphelins de la commune. Un projet qui sera réalisé sur une assiette foncière privée : un don de bienfaiteurs parmi les citoyens.

A l'occasion de cette visite de travail effectuée dans la daïra de Magra mardi dernier, le premier responsable de la wilaya a pu s'enquérir des 42 projets en cours de réalisation dans ses 5 APC, où il a donné plus d'intérêt à la construction de logements sociaux, l'inauguration de deux

lycées, un collège, le lancement de l'étude de projet de l'électricité rurale et le gaz de naturel dans plusieurs douars ; le wali s'est rendu au barrage de Seboula pour voir de près le taux d'avancement des travaux de ce projet qui sera d'un apport essentiel aux fellahs de la région, voire pour l'alimentation en eau potable.

Les jeunes de cette daïra ont bénéficié de la construction d'une piscine de proximité, d'une maison de jeunes et d'une bibliothèque, sans oublier la visite pour la réhabilitation et la rénovation de quelques structures publiques relevant des services de l'APC, de la poste et de la police urbaine ; enfin quelques routes de la daïra connaîtront des travaux de bitumage et de goudronnage.

A. Laïdi

RECRUTEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT

Plus de 16 671 postulants

Dans le cadre du recrutement de nouveaux enseignants, la Direction de l'éducation de la wilaya de M'sila a ouvert, hier, 10 centres d'examen devant les 16 671 candidats dont 12 205 filles et 4 466 garçons inscrits à ce concours.

Le cycle primaire a enregistré le dépôt de 9 735 dossiers de candidats à la recherche d'un emploi parmi les 319 postes offerts dans ce palier, dont 261 places d'enseignants de la langue arabe et 58 de français.

Dans le cycle moyen, la wilaya de M'sila a pu recenser 5 885 demandes de participation à cet examen en vue de postuler un poste des 213 ouverts à M'sila. Par ailleurs, le palier du secondaire a enregistré 1 051 dos-

siers des candidats désirant prendre part à ce concours juste pour se procurer une place parmi les 81 offertes. A savoir que la wilaya de M'sila souffre d'un manque flagrant touchant les 624 postes d'enseignants tous paliers confondus, notamment dans les zones les plus reculées de la wilaya.

Ce problème est dû au nombre élevé de candidats de la gente féminine qui, une fois reçues à l'examen, refusent d'être affectées loin de chez elles et abandonnent le poste, le laissant vacant. La tutelle n'a pas donc d'autre choix que de recourir au bricolage comme d'habitude et le «dépanner» par des vacataires.

A. L.

SIDI-BEL-ABBÈS

200 personnes pour le ramassage des déchets ménagers

Alors que la ville de Sidi-Bel-Abbès croule sous les ordures, une entreprise publique de ramassage de déchets ménagers a été inaugurée par le wali dans la journée d'hier pour tenter de trouver une solution à cette situation qui dure depuis plusieurs mois.

Cette entreprise, dénommée Nadhif.Com est implantée au niveau du quartier Haï-El-Houari à la sortie de la ville.

Elle est équipée de 25 bennes-tasseuses et quelque 200 personnes entre éboueurs, balayeurs et chauffeurs du service de nettoyage de l'APC de Sidi-Bel-Abbès ont été transférés vers l'entreprise.

Il y a lieu de rappeler que la ville de Sidi-Bel-Abbès ne comptait plus ses décharges sauvages dans ses venelles, au grand dam des habitants. Il faut reconnaître que certains habitants n'œuvrent pas du tout pour la propreté de la ville en jetant n'importe où leurs déchets, sans s'inquiéter de l'impact de ces décharges sauvages sur leur santé et celle des autres. Un peu de civisme n'est que bénéfique pour nous tous.

A. M.

CHLEF

Assassinat d'un bébé

La fin de la semaine, la commune d'Abou-El-Hassan, située à 70 km au nord du chef-lieu de Chlef, a été secouée par un terrible évènement.

En effet, un nourrisson faisait la sieste à côté de sa mère. Cette dernière, en se réveillant ne trouva point son fils. L'alerte a été aussitôt donnée. Les villageois ont assisté les gendarmes dans leurs recherches, et l'enfant a été retrouvé dans un regard d'évacuation d'eaux usées.

L'enquête diligentée par la gendarmerie a abouti à la mort par strangulation et à l'arrestation de l'auteur de ce geste qui n'est autre que la femme du grand-père de la victime.

Le bébé est âgé de 18 mois et un différend entre les deux femmes serait à l'origine de ce crime abject.

Medjdoub Ali